



Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Liban

Le 14 octobre 2025, 14h – 16h (heure de Paris)

En visioconférence

Introduction

Mot d'introduction d'Antoine Le Solleuz, Adjoint au Maire de Nancy et Président du groupe-pays Liban

Cette réunion se déroule dans un contexte difficile pour le Liban, notamment sur le plan politique et géopolitique. Le pays a été très fortement marqué par de nombreuses crises financières, sanitaires ou politiques ces dernières années. De plus, les bombardements israéliens persistent dans le Sud-Liban malgré l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, ce qui a provoqué une grave crise humanitaire avec des milliers de déplacés.

Face à ces catastrophes, Antoine Le Solleuz a rappelé que la coopération décentralisée constitue un levier d'aide important et essentiel dans cette période de reconstruction de l'État libanais. En ce sens, il invite à réfléchir davantage aux enjeux liés à la gestion des déchets. Celle-ci est à l'origine de nombreux incidents, en particulier du déclenchement d'incendies et de fumées toxiques. L'objectif de cette réunion est de revenir sur l'actualité libanaise, de réfléchir à des solutions durables concernant la crise des déchets et enfin, de répondre aux questions des collectivités afin d'assurer la continuité des programmes de coopération.

Animation par Thomas Lanvin, Cités Unies France

1) Point d'actualité : Évolution des conflits au Proche et Moyen-Orient et les conséquences au Liban – Situation au Sud-Liban – Retour sur les élections municipales au Liban

Sabine Sciortino, Directrice de l'Institut français au Liban, Conseillère de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France au Liban.

- La situation au Liban reste très fragile malgré l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Les forces israéliennes continuent de bombarder dans le Sud-Liban notamment dans des chantiers de reconstruction. Israël veut faire du désarmement du Hezbollah une priorité avant la reconstruction du Liban. Par ailleurs, depuis les changements d'équilibres dans la région (chute du régime Al Assad, affaiblissement de l'Iran et le plan de paix américain à Gaza), le Liban reste dans une très grande incertitude et fait face à des répercussions immédiates.

- **Situation économique** : Le pays est actuellement en phase de décélération économique. Ce ralentissement économique pèse énormément et accentue la paupérisation de la population. 30% des libanais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le tourisme, source de richesse autrefois, connaît également une phase de ralentissement du fait de l'actualité.
- **Reconstruction du pays** : Le pays est en attente de réformes structurelles nécessaires mais les changements sont assez lents. En comparaison avec la situation de l'année dernière, la situation s'est améliorée : le pays dispose d'un Président, d'un Premier ministre et d'un gouvernement composé de ministres jugés très compétents. L'administration, ayant été très touchée par les crises successives, est toujours en attente de nomination de haut-fonctionnaires. Il y a aussi la volonté de reconstruire le secteur de la justice avec la restauration d'un État de droit et d'un cadre juridique qui puisse protéger les citoyens afin de redonner confiance en l'État.
- **Élections législatives** : Les élections législatives libanaises sont prévues au printemps 2026. Des débats ont lieu sur la possibilité de reporter ces élections. Ce possible report pourrait mettre à mal la reconstruction de l'État de droit.
- **Désarmement du Hezbollah** : Le désarmement du Hezbollah et la restauration de l'unité nationale via le rôle des forces armées libanaises demeurent des questions centrales pour le Liban. La fin du mandat de la FINUL (Forces Intérimaires des Nations unies au Liban) est une condition pour les pays du Golfe pour pouvoir réinvestir et apporter des financements pour la reconstruction du pays (selon la Banque Mondiale les coûts de la reconstruction s'élèvent à 11 milliards de dollars). Néanmoins, la pression sur le désarmement du Hezbollah empêche toute accélération des réformes.
- **Élections municipales** : Les élections municipales libanaises ont eu lieu durant le mois de mai 2025. Ces élections, qui ont été reportées pendant 9 ans, sont le signe de changements et de renouveau dans les villes.
- **Coopération franco-libanaise** : L'Ambassade de France au Liban est extrêmement sollicitée par les nouveaux maires libanais qui ont envie de renforcer les liens avec la France. Ils demandent à l'Ambassade de les aider à trouver une collectivité française qui partage certaines similitudes pour pouvoir engager des partenariats de coopération décentralisée. Le message principal de ces maires est de redynamiser l'échelon local afin de coopérer davantage dans une approche partenariale.

Bilan de l'Appel à projet franco-libanais du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Damien Brintet, chargé de mission Méditerranée à la DCT-CIV

- **Diplomatie** : Le nouveau Premier ministre libanais Nawaf Salam est très impliqué au niveau de la coopération décentralisée. Lors de la dernière Conférence des ambassadeurs, les priorités se sont resserrées et le Liban en demeure une.
- **Coopération franco-libanaise** : L'Ambassade et la DCT-CIV ont essayé d'engager de nouvelles thématiques notamment afin d'assurer la mission de fourniture des besoins essentiels des populations par le biais des collectivités territoriales. La période de gel budgétaire actuelle ne permet plus au Ministère de répondre au cas par cas aux projets ponctuels visant à répondre à des situations urgentes. Cette coopération franco-libanaise bénéficie d'un important soutien institutionnel de la part de la DCT-CIV qui s'est concrétisé par le fond franco-libanais 100% abondé par la DCT-CIV et les collectivités.
- **Appel à projet franco-libanais** : Cet appel à projet est financé intégralement par la DCT-CIV. Les appels à projet recouvrent 5 thèmes majeurs : le développement économique local, la solidarité, le patrimoine, le développement durable et la gestion et la prévention de risques

majeurs. Plusieurs collectivités territoriales ont répondu à ces appels à projet et à la suite du comité de sélection le 4 juin dernier, 600 000€ de subventions ont été accordé. Sur 12 projets déposés, 8 ont été retenus car répondant à la fourniture des besoins urgents. Certains dossiers n'ont pas été retenu pour des raisons de sécurité.

- **Collectivités lauréates 2025 :** Les collectivités lauréates de 2025 sont les suivantes : Chambéry, le Pays de Balagne en Corse, Nancy, le département de la Seine Maritime, Saint-Agne en Occitanie, Nice, Nice Métropole et enfin la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Questions / Réponses

- **En vue de renouer un partenariat avec la région de Baalbek, qu'en est-il de la situation ?** En ce qui concerne le rétablissement des relations avec certaines régions ayant été fortement impactées par la guerre comme la région de Baalbek, il est rappelé que le rôle du SCAC est d'alerter sur les risques réputationnels et d'instrumentalisation en termes de coopération. À ce jour, il n'y a pas encore eu de rencontre des équipes locales sur place.
- Les élections municipales ont permis un élan démocratique et ont traduit une volonté de coopération accrue car il y a l'idée que l'échelon municipal peut constituer un levier important dans la reconstruction du pays. Une suggestion a été apporté consistant à proposer aux collectivités françaises d'unir leurs moyens financiers afin de mener un grand projet de nature énergétique ou sur la gestion des déchets.
- **Quels sont les équilibres de forces au Liban actuellement ?** Les équilibres de force au Liban ont connu d'importants changements. La guerre des 12 jours entre Israël et l'Iran a considérablement affaibli ce dernier. De ce fait, l'Iran ne peut plus jouer son rôle de soutien traditionnel au Hezbollah ce qui affaiblit alors à son tour ce dernier. Plusieurs enjeux concernent l'avenir des différentes communautés sur le plan politique, en particulier la communauté chiite. De plus, le système éducatif libanais fait face à des besoins considérables. La particularité de ce système réside dans le fait que le secteur public est minoritaire : 1/3 des élèves libanais sont inscrits dans le système public contre 2/3 pour le secteur privé.
- **Concernant le refus de certains appels à projet, est-il le fait d'une raison de sécurité ?** Le refus de certains dossiers pour les appels à projet pour des raisons de sécurité relève d'un critère de prudence selon la DCT-CIV.
- **Qu'en est-il de l'apprentissage du français dans l'enseignement supérieur ?** Le Liban reste un grand pays de la francophonie. La mission de l'Institut français au Liban est de lutter contre les perceptions négatives de la langue française. Une représentation de l'Organisation Internationale de la Francophonie est présente au Liban. 50% des écoles libanaises enseignent le français, l'autre moitié enseigne l'anglais. Le français recule car les jeunes partent vers les pays du Golfe.
- **Est-il possible grâce au réseau de Cités Unies France d'aider à relayer les demandes des collectivités libanaises de trouver un interlocuteur français ?** Il y a l'idée de faire remonter et relayer une liste des demandes des collectivités libanaises et françaises souhaitant trouver des interlocuteurs pour des projets de coopération décentralisée.
- Un projet commun entre collectivités françaises dans le domaine de la prévention et la gestion de risques majeurs a été évoqué.
- Cités Unies France peut être preneur d'une liste de collectivités territoriales libanaises souhaitant s'investir dans des projets franco-libanais. Mais une crainte réside dans le risque que

la liste soit asymétrique côté français. Une réunion ou des micro-projets, afin de créer une relation, peuvent être envisagés à ce propos.

- La prochaine réunion pour le fonds de solidarité au Liban (fin novembre – début décembre 2025) peut faire l'objet de discussion à ce propos. Une mission peut être organisée pour les collectivités françaises éventuellement intéressées.

2) Environnement, restauration des sols et dépollution : la gestion des déchets au Liban

Olivier André, Directeur des services techniques et de l'innovation pour Trivalis (syndicat déchets vendéen)

Le syndicat de déchets vendéen Trivalis qui regroupe l'intégralité des communes vendéennes s'est lancé depuis quelques années sur une coopération à propos des enjeux de déchets au Liban. À travers le projet SOCLE (Soutien Opérationnel aux Collectivités Libanaises pour l'Environnement) porté par la région Pays de la Loire, des initiatives ont été lancées auprès d'une douzaine de municipalités libanaises. Ce projet s'est particulièrement approfondi avec le partenariat entre la ville de Zahlé et le village d'Araya. Ces deux projets prioritaires sont financés par l'AFD et la DCT-CIV et ciblent en particulier la gestion des déchets organiques.

Docteur Rita Najjar, Directrice de l'Économie circulaire et de la communication pour l'ALMEE (Association Libanaise pour la Maîtrise de l'Énergie et pour l'Environnement)

- **État des lieux** : La gestion des déchets au Liban relève actuellement d'une priorité nationale. L'État à ce jour est davantage dans une démarche réactive plutôt que préventive ce qui n'aide pas la crise à s'enrayer. Des plans successifs ont été mis en place à Beyrouth : ce sont les sociétés Ramco et City-Blu qui assurent la collecte des ordures actuellement. Mais des défaillances structurelles persistent en l'absence d'un cadre législatif clair, d'une sensibilisation environnementale citoyenne insuffisante et d'un manque de coordination entre les municipalités et l'État central.

À l'heure actuelle, la production de déchets s'élève à 1,6 million de tonnes par an. Ces déchets sont mélangés ce qui fait qu'uniquement 10 à 15% d'entre eux peuvent être recyclés. La plus grande part de ces déchets sont de nature organique et trouver une solution devient une urgence. Le tri à la source est nécessaire pour enrayer cette crise mais c'est une culture qui manque actuellement au Liban. D'autres déchets de nature médicale, chimique, électronique ou de démolition dus à la guerre sont gérés aussi de manière insuffisante et présentent de graves risques pour la santé.

Seulement quelques infrastructures de tri ou de compostage fonctionnent (Zahlé, Saïda ou Tripoli) mais la planification territoriale demeure faible et limite la capacité institutionnelle de l'État à régler cette crise.

- **Enjeux** : Cette crise pose de nombreux enjeux à régler : tri à la source, saturation des décharges, dépendance aux financements extérieurs, protection de la santé publique, pollution des sols, conflits sociaux autour de la localisation des décharges, résistances à certaines solutions techniques (incinération des déchets).
- **Initiatives** : Plusieurs initiatives ont été lancées comme le projet de décentralisation Tadvir financé par l'UE et le PNUD, des projets de reconstruction ou de réhabilitation des sites, des projets de tri à la source et de compostage ou encore le développement d'applications numériques citoyennes comme l'application ALMEE permettant la sensibilisation et la connexion des citoyens libanais.
- **Perspectives** : Le but de ces projets est de passer à une économie circulaire, renforcer la gouvernance locale, la coordination entre les acteurs, la sensibilisation à l'éducation environnementale et aider les municipalités à mieux valoriser les flux de déchets.
- **Projet de la ville Zahlé-Bekaa** : La municipalité de Zahlé-Bekaa possède des potentiels en compostage et en recyclage des déchets, bénéficie d'une proximité avec la plaine agricole de Bekaa et a caractérisé ses déchets (50% d'entre eux sont organiques). Le budget du projet s'élève à 1 756 000€ financé par le FICOL. Concrètement, le projet fournit des moyens techniques de compostage et de traitement de déchets, un rôle d'accompagnement et de sensibilisation auprès de la municipalité et assure l'accessibilité des moyens aux agriculteurs. Les impacts sont déjà significatifs : une baisse drastique des déchets enfouis ou brûlés, une baisse des risques sanitaires, une hausse de la résistance face à la sécheresse. Selon Madame Rita Najjar, ce modèle est reproductible à d'autres municipalités.
- **Projet du village d'Araya** : Dans ce village de 4000 habitants, les déchets sont directement envoyés dans les décharges et 3 fois par semaine ils sont ramassés par la société City-Blu. Les objectifs sont d'atteindre les 60% de compostage individuel et mettre en place 2-3 compostages collectifs, caractériser les déchets, mettre en place des réunions de quartier, favoriser l'éducation environnementale et reconstruire la collecte de déchets. Le budget de ce projet s'élève à 190 000€ financé par la DCT-CIV, Trivalis et Cholet Agglomération.

Joséphine Fouquet-Bonanno, Chargée de coopérations européennes et internationales à la Métropole du Grand Nancy

Joséphine Fouquet-Bonanno a présenté le projet de « Coopération Franco-Libanaise pour la revitalisation durable de Saïda : transformation d'une décharge en espace agroforestier productif » en partenariat avec le bureau d'étude MicroHumus et la ville de Saïda au Liban. Lors de la première visite de la Métropole du Grand Nancy à Saïda, la question de la gestion des déchets a été très vite abordée. La question de la sensibilisation étant très importante, un volet sur l'éducation à la citoyenneté dont la sensibilisation au tri et à la collecte des déchets via les ONG a été mise en place. Le projet s'est achevé en 2025 et a permis de travailler sur la question environnementale mais aussi de renforcer la capacité de résilience locale sur une parcelle de 14 000 m². L'idée est de faire de ce site un site-pilote agroforestier durable et d'y favoriser l'engagement citoyen (femmes, jeunes, etc.).

Ali Kanso, Directeur de projets et R&D, MicroHumus

- **Objectifs** : Les projets portés par le bureau d'étude et d'ingénierie MicroHumus. Cette entreprise basée à Nancy est spécialisée dans le management des sols pollués. Une filiale existe à Beyrouth au Liban en lien avec les partenaires locaux (Centre National de Télédétection du CNRS-L, Robinsons' S.A.L etc.). L'objectif de MicroHumus est de gérer durablement les écosystèmes au Liban qui peuvent être impactés par des situations de contamination post-conflit, des décharges ou des carrières abandonnées. Les objectifs sous-jacents sont l'amélioration de la fertilité des sols, la transition vers une économie circulaire et la restauration des services écosystémiques.
- **Projets** : Durant cette intervention, Ali Kansa est revenu sur les différents projets de réhabilitation et de restauration écologique des anciens sites endommagés :
 - La réhabilitation de l'ancienne décharge de Saïda, transformée en un espace agroforestier productif (en partenariat avec la Métropole du Grand Nancy).
 - Le diagnostic, la remédiation et la gestion durable des terres agricoles post-conflit contaminées par le phosphore blanc (en partenariat avec le Service économique de l'Ambassade de France au Liban).
 - La réhabilitation de l'ancienne décharge de Haoush Al Oumara à Zahlé, transformée en zone agricole productive.
 - La réhabilitation d'un site compacté à Amchit avec un projet d'aménagement paysager (en partenariat avec la ville de Saint-Max).
 - La restauration des anciennes carrières à Akkar en jardins publics fonctionnels.
 - La réhabilitation écologique de la rivière Assi par phytoépuration (en partenariat avec l'Arab Organization for Agricultural Development)
 - La valorisation des déchets en ressources afin de favoriser l'économie circulaire

Conclusions

- Les collectivités françaises s'engagent à maintenir la coopération dans le contexte de reconstruction du Liban
- Nous allons prévoir une rencontre avec l'Ambassadeur du Liban en France afin d'évoquer le souhait de nouvelles collectivités libanaises de s'engager dans des projets de coopération décentralisée franco-libanais.

Rédaction :

Chérine CHEKROUN

Service.geothem@cites-unies-france.org

Contacts :

Thomas LANVIN

Chargé de mission Arménie & Méditerranée (Algérie, Liban, Maroc, Tunisie)

Appui Climat & Genre

t.lanvin@cites-unies-france.org

www.cites-unies-france.org

Nom de la collectivité / organisme	Prénom et Nom	Fonction
Ville de Rueil-Malmaison	Patricia KACPRZYK	Chargée des Jumelages
Département de la Savoie / Pays de Savoie	Cécile BORREIL & Isabelle ROBERT	Chargée de mission & Secrétaire général
ONG HAMAP-Humanitaire	Maxime DECAENS	Responsable pôle EAH
Ville de Rezé	Laurence GOURVIL	Responsable mission Relations européennes et internationales
MEAE – DGM/DCT CIV	Frédéric CHOLÉ	Délégué DCT-CIV
Ville d'Aix-en-Provence	Alexis CAVAREC	Chargé de mission Coopération internationale
France Volontaires	Pierre REVEL	Responsable territorial Sud
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Emilio PIRIZ	Chargé de mission
Agence Française de Développement	Reem KAEDBEY	Chargée de mission
Cités Unies Liban / BTVL	Jessica CHAMOUN	Chargée de projets
Ville de la Garenne-Colombes (92250)	Bruno DE SOULTRAIT	Conseiller municipal délégué aux Jumelages et aux Relations Internationales
Ville de Cherbourg-en-Cotentin	Estelle TOLLEMER	Chargée du développement international
Département des Yvelines	Marie-Hélène AUBERT	Vice-présidente déléguée à la coopération
Métropole Nice Côte d'Azur	Cécile REMION & Alison TORTI	Chargée de coopération décentralisée & Chargée de projets
Département de l'Aude	Laura GRIMAUD	Chargée de mission relations internationales
CD78/YCID	Bérangère AYOUB	Chargée de mission
TRIVALIS	Olivier ANDRE	Directeur des Services Techniques et de l'Innovation
Croix-Rouge française	Samar SAFAR	Chargée de partenariats institutionnels
Département de la Vendée	Jean-Daniel MENARD	Directeur des Relations Internationales
Métropole Grand Nancy	Eric PENSALFINI	Vice-président
Ville de Belfort	Marie-Thérèse ROBERT	Conseillère Municipale déléguée aux Relations Internationales
DCT CIV	Damien BRINTET	Chargé de mission
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Anne-Sophie DOUZA	Chargée de la francophonie économique

